



SERGIO AQUINO

## Françoise Cahen Pour une politique éducative ambitieuse en matière d'égalité filles-garçons

Déclaré « grande cause du quinquennat », le sujet est relégué au second plan, selon la professeure, à l'initiative en 2016 d'une pétition pour donner leur place aux femmes dans les manuels scolaires

Cet été, des revendications féministes ont été critiquées, voire taxées d'extrémisme, par des femmes qui ont une certaine aura politique et intellectuelle – comme Anne Hidalgo ou Mazarine Pingeot. L'arrivée de nouveaux ministres « pas très #metoo » n'a pas envoyé non plus de signaux favorables. Si les discours antiféministes semblent de bon ton, nous pouvons nous faire quelques soucis pour le chantier de l'égalité à l'école, qui reste bien fragile, souvent relégué au second plan avec d'autres sujets d'éducation transversaux, quand il n'est pas réduit à des discours symboliques, ou à un saupoudrage superficiel de jolis projets décoratifs.

Alors qu'officiellement l'égalité entre femmes et hommes est une « grande cause du quinquennat » [campagne lancée par Emmanuel Macron en novembre 2017], nous sommes toujours confrontés, à l'école, à des réalités alarmantes : effacement des filles à l'oral, échec scolaire des garçons, présence trop timide du matrimoine dans la culture scolaire, orientations genrées de façon caricaturale, discrétion de l'éducation à la sexualité... Nous attendons toujours les mesures concrètes et les gestes pédagogiques à tous les niveaux, dans toutes les disciplines, qui marqueraient une politique réellement engagée, cohérente et ambitieuse en matière d'éducation à l'égalité filles-garçons.

Lorsque j'ai lancé la pétition pour donner leur place aux femmes dans les programmes de littérature en terminale, il y a quatre ans, je n'avais jamais vu une seule autrice dans les programmes, en quinze ans d'enseignement. Depuis, quelques progrès ont été accomplis, après l'intervention de la ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem. On se souvient de l'arrivée très commentée de M<sup>me</sup> de La Fayette au programme de terminale, consi-

dérée comme une révolution, alors qu'elle est un symbole de la littérature classique !

Des changements ont eu lieu dans les sujets d'examens ou de concours. De nouveaux manuels ont été publiés et les femmes importantes de la littérature, de Christine de Pizan (au Moyen Âge) à Annie Ernaux, sont davantage représentées chez les éditeurs scolaires. Dans l'enseignement de l'histoire, une démarche comparable est en cours, avec des élèves qui citent davantage Manon Roland (1754-1793) ou Olympe de Gouges (1748-1793) quand ils parlent de la Révolution française.

### Des efforts insuffisants

Mais ces efforts concernant l'inclusion du matrimoine dans la culture scolaire restent insuffisants et doivent être poursuivis. En français, seuls des noms déjà célèbres, comme ceux de M<sup>me</sup> de La Fayette et de Marguerite Yourcenar, au programme de 1<sup>re</sup>, semblent dignes d'être intégrés dans le canon littéraire. Combien sont-elles, dans les fonds numériques de Gallica [la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France], qui ont été rayées injustement de l'histoire de la littérature, comme Marie-

Anne Robert, qui a pratiquement inventé la science-fiction au XVIII<sup>e</sup> siècle, ou Catherine Bernard, première femme à avoir écrit une tragédie jouée à la Comédie-Française, plagiée par Voltaire avant d'être oubliée ?

Cette année, aux concours de recrutement des enseignants ou de grandes écoles, les oraux ont été supprimés, et les candidats recrutés d'après leurs résultats à l'écrit. Le verdict est sans appel : sans l'oral, la proportion de filles entrant à l'École nationale supérieure (ENS) en lettres passe de 55 % à 70 %. Ces chiffres en disent long, à la fois sur les biais de recrutement des jurys d'oral, et sur la perte de confiance des femmes au moment de prendre la parole. En amont, rien n'est fait pour favoriser l'éloquence des filles à l'école. À l'heure du grand oral, c'est encore un impensé de notre système.

### Un impensé de notre système

Le travail à mener concernant l'orientation dans les études est également énorme : ainsi, la spécialité numérique et sciences informatiques (NSI) sur tout le territoire français à la rentrée 2019-2020 ne comprenait que 17 % de filles. C'est anormal. La société numérique ne peut pas se faire sans les femmes.

À l'inverse, l'échec scolaire des garçons reste tabou : dans l'académie de Créteil, le taux de réussite au brevet des filles dans l'enseignement public, depuis 2015, est supérieur de 10 points environ à celui des garçons et, dans certains collèges, ce décalage peut atteindre plus de 35 points. Les sociologues mettent en avant les difficultés de lecture de certains garçons, celle-ci étant considérée comme une activité plutôt féminine. Il n'existe pour l'instant pas de dispositifs concrets, déployés à grande échelle, pour modifier ces représentations : il est urgent de les imaginer et de les mettre en place.

Les grands chantiers de l'égalité

filles-hommes à l'école sont nombreux. Des initiatives de bonne volonté existent : on organise ici une « semaine de l'égalité », là un concours contre les violences faites aux femmes...

Certaines écoles repensent l'espace scolaire en étudiant la place des garçons et des filles dans la cour de récréation avant de la réorganiser avec les élèves. Le Centre Hubertine-Auclert (installé à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis) soutient des projets ponctuels menés par des enseignants. Des recherches universitaires comme celles de Christine Planté contribuent à réhabiliter les figures féminines des siècles passés. L'association Le Deuxième Texte organise chaque année le concours #jelalis, qui valorise les projets scolaires concernant des œuvres de femmes méconnues, ainsi que des journées consacrées à la visibilité des femmes sur Wikipédia : seulement 16 % des biographies sur le Web francophone sont consacrées à des femmes.

Mais ces projets dispersés reposent sur les bonnes volontés locales. Leur déploiement n'est pas organisé à plus grande échelle. Les formations des enseignants sur le sujet sont encore trop rares. Cessez-t-on enfin de limiter l'égalité filles-garçons dans l'éducation à de beaux laïus de principe, aussi creux qu'inefficaces ? L'éducation nationale doit impérativement se donner les moyens d'une politique plus ambitieuse : c'est à l'école que se construit l'égalité hommes-femmes de demain. ■

**Françoise Cahen**, professeure agrégée de lettres au lycée d'Alfortville (Val-de-Marne), est à l'origine de deux pétitions, en 2016 et 2017 : sur la place des écrivaines dans les manuels scolaires et au programme de l'agrégation

## LIVRES

### L'ÉCOLE ET LA DÉMOCRATIE

Faut-il que la démocratie soit perçue comme menacée et que cette menace conduise à s'interroger sur le rôle de l'école pour que, sans concertation entre leurs auteurs et éditeurs, deux titres importants parmi les livres éducation de cette rentrée y fassent référence en des termes presque identiques ? Les sociologues François Dubet et Marie Duru-Bellat signent, au Seuil, *L'école peut-elle sauver la démocratie ?*, tandis que Philippe Meirieu, chercheur en sciences de l'éducation mais qui préfère se définir comme « pédagogue », publie chez Autrement *Ce que l'école peut encore pour la démocratie*.

Les deux ouvrages participent donc d'une même angoisse, celle-ci s'exprimant dans des registres différents : plus tournée vers l'analyse des processus institutionnels dans le cas des sociologues, davantage focalisée sur les relations humaines et l'univers des classes dans celui du pédagogue. Ces auteurs ne sont pas neutres : situés clairement à gauche, ils sont aussi engagés dans le débat éducatif, étiquetés comme « pédagogistes » par leurs détracteurs pour dénoncer de supposées dérives de la pédagogie, au détriment de la transmission des savoirs. Vieille querelle.

Leur point commun le plus saillant est qu'ils concluent leur propos en se prononçant en faveur de changements profonds des politiques scolaires, contre l'esprit de concurrence et dans le sens d'une recherche du « commun », celle-ci devant passer par une beaucoup plus forte attention consacrée aux élèves les plus faibles ; ceux que François Dubet, depuis des années, désigne comme les « vaincus de la compétition scolaire ». Lui et Marie Duru-Bellat analysent les promesses non tenues – ou trop partiellement – de la massification scolaire, à commencer par la promesse de justice. Ils appellent à batailler contre les inégalités scolaires en modifiant un système éducatif dont l'histoire et les mythes mobilisateurs sont écrits par les vainqueurs. Ces derniers, dont la réussite est majoritairement inscrite dans leur origine sociale, peuvent se persuader d'être une fois pour toutes « les meilleurs » sans que leur mérite réel ne soit jamais mesuré.

Il ne s'agit pas pour les deux sociologues de nier la valeur ni la nécessité de l'effort individuel mais de mettre en lumière le non-meritocratie et ses conséquences néfastes, notamment en termes de séparatisme social. Les perdants intériorisent leur défaite comme venant d'eux-mêmes mais, dès l'école, n'en restent pas moins amers, surtout lorsqu'ils constatent que le diplôme des « sachants » n'est pas forcément une garantie de compétence dans la conduite des affaires de la cité.

Ils considèrent que leurs propres efforts, fournis ensuite dans la vie active, ne sont pas récompensés, et leur ressentiment est un des facteurs qui menacent aujourd'hui la cohésion sociale, comme l'illustrent le mouvement des « gilets jaunes » et, plus largement, la défiance croissante envers les institutions, voire envers les valeurs démocratiques elles-mêmes.

Leur plaidoyer pour que l'école « donne la priorité aux élèves les plus faibles et les moins favorisés » fait écho avec le propos de Philippe Meirieu sur la nécessité de « faire avec » ce qu'il décrit comme « la résistance des élèves aux savoirs qu'on leur propose et la résistance des savoirs à se livrer aux élèves qui les approchent ». Mais c'est pour s'interroger aussitôt sur le fait qu'il énonce ainsi un lieu commun, difficilement contestable, et qui ne manquera pas d'attirer les quolibets des « esprits forts ». En matière de moqueries et de caricatures de sa pensée, Philippe Meirieu a carton plein depuis des lustres, mais c'est la première fois qu'il trouve pour y faire face un ton à fois fataliste, amusé et serein.

Son livre est très particulier, composite, tenant à la fois de l'essai, du

texte militant, du récit de son parcours, des anecdotes d'enseignement et de la conversation. L'auteur y revisite, mais toujours en les rattachant à l'actualité, sa playlist de pédagogues historiques : de Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827) à Célestin Freinet (1896-1966) et bien d'autres. Au passage, il explique pourquoi la pédagogie de Maria Montessori (1870-1952), plus centrée sur l'individu que sur le groupe, est aujourd'hui portée aux nues par ceux-là mêmes qui dénie tout intérêt aux autres traditions pédagogiques.

Réaffirmant le « principe régulateur » de « l'éducabilité de tous » qui anime les pédagogues, en tension constante avec l'autre principe que l'on ne peut contraindre personne à apprendre contre son gré, il récuse l'idée que l'éducation serait assimilable à une quelconque fabrication standardisée et pourrait être une affaire d'algorithmes. La partie la plus originale du livre est celle où il assigne la pédagogie à plus de modestie et la définit comme « réfractaire aux grandes synthèses exhaustives ». Il n'écrira donc pas, pour ce qui le concerne, de « traité ». Plaidant pour « l'école du commun », seule à même d'aider la démocratie en difficulté, il la voit comme l'amorce d'« un monde où le désir d'apprendre est plus fort que celui de posséder, où l'entraide et la coopération l'emportent sur la concurrence et la rivalité, où une parole commune parvient à émerger du tumulte ». Mais pour cela, conclut-il, « je crains, les amis, qu'il faille faire vite ». ■

LUC CÉDELLE



**L'ÉCOLE PEUT-ELLE SAUVER LA DÉMOCRATIE ?**  
de François Dubet et Marie Duru-Bellat  
Seuil, 240 p., 17 €



**CE QUE L'ÉCOLE PEUT ENCORE POUR LA DÉMOCRATIE**  
de Philippe Meirieu  
Autrement, 280 p., 19,90 €